

## Bulletin d'histoire politique

# Analyse et réflexion sur la présence évangélique contemporaine dans la sphère sociale et politique au Canada

Hubert Villeneuve



Volume 16, numéro 3, printemps 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056180ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056180ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Villeneuve, H. (2008). Analyse et réflexion sur la présence évangélique contemporaine dans la sphère sociale et politique au Canada. *Bulletin d'histoire politique*, 16(3), 183–198. <https://doi.org/10.7202/1056180ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Analyse et réflexion sur la présence évangélique contemporaine dans la sphère sociale et politique au Canada

HUBERT VILLENEUVE  
*Candidat au doctorat en histoire*  
*Université McGill*

L'événement fit l'objet d'une couverture presque insignifiante dans les médias d'information. Pendant deux semaines, allant de la fin mai au début juin 2007, des dizaines de milliers de chrétiens évangéliques canadiens participèrent à des activités sociales et communautaires dans le cadre d'une célébration annuelle établie depuis 2005<sup>1</sup>. Les initiatives varièrent : groupes de prière, volontariat dans les organismes sociaux tels les banques alimentaires, le nettoyage des rues et des espaces publics, bénévolat pour personnes âgées, concerts de musique pop chrétienne, journées portes ouvertes dans les églises, etc. *Celebration 2007* fut coordonnée à l'échelle pancanadienne par l'*Evangelical Fellowship of Canada*, mais son organisation s'articula principalement à l'échelle locale par les églises et institutions telles *World Vision*, *Campus Crusade for Christ Canada* ou la *Trinity Western University*. Si la chose put paraître anodine, impression renforcée par l'absence d'intérêt médiatique, cette attestation civique de la présence évangélique au nord du 49<sup>e</sup> parallèle constitue en fait par son ampleur un développement relativement nouveau<sup>2</sup>.

Dans un tout autre domaine de la sphère publique, le récent débat sur l'union des conjoints de même sexe au Canada fut marqué à son tour par l'activité évangélique. Il est probable que le vote du 7 décembre 2006 ayant vu le rejet par la Chambre des communes d'une motion du Parti Conservateur (PC) canadien réintroduisant légalement l'exclusivité du mariage hétérosexuel marqua la fin définitive, ou du moins pour longtemps, de cette bataille (par 175 votes contre 123). Il n'en demeure pas moins que la mobilisation évangélique observée relativement à cet enjeu, atteint une ampleur

inégalée selon les standards canadiens<sup>3</sup>. S'alliant avec d'autres conservateurs sociaux, notamment ceux issus d'autres traditions religieuses (catholiques, musulmans, hindous) les militants évangéliques organisèrent manifestations, pétitions, campagnes de lettres dans les journaux et aux élus de la classe politique. De nouvelles institutions virent le jour dans la foulée de cette mobilisation, telles la *Defend Marriage Coalition*, ou l'*Institute for Canadian Values*, un *think tank* conservateur et interconfessionnel basé à Ottawa. Quinze mille personnes manifestèrent ainsi contre le mariage homosexuel sur la colline parlementaire à Ottawa au printemps 2005. Quoique cela puisse sembler peu, il s'agissait là d'une foule trois ou quatre fois plus nombreuse que celle qui manifesta au même endroit contre la venue de George W. Bush en décembre 2004<sup>4</sup>.

Ces deux exemples illustrent la persistance de la présence évangélique au Canada, de même qu'une tendance, discrète mais accrue, à son affirmation dans la sphère sociale et politique. Tant au Canada qu'ailleurs, la culture évangélique tente de se positionner comme une alternative aux évolutions culturelles post modernes marquées par le sécularisme et le rejet des sources traditionnelles d'autorité<sup>5</sup>. Dans le cadre canadien, ce phénomène, bien qu'incarné par de nouvelles dynamiques qui seront ici abordées, manifeste en fait la pérennité de ce qui est historiquement l'un des plus vieux et plus importants courants constitutifs de l'identité anglo-canadienne<sup>6</sup>. Que l'importance de ce dernier soit régulièrement sous-évaluée, autant dans sa dimension historique que contemporaine, est compréhensible dans un contexte caractérisé par la prééminence séculaire d'une forte idéologie libérale qui lui est à maints égards réfractaire<sup>7</sup>. Le phénomène évangélique, et à fortiori son implication dans la sphère socio-politique, est ainsi associée à cette culture américaine à l'opposée de laquelle s'est construit le filament identitaire canadien, ce qui en déforme régulièrement l'analyse parmi les médias et intellectuels<sup>8</sup>. D'autre part, certaines nuances importantes ne sont pas toujours exposées. Ainsi, la distinction n'est pas toujours faite entre la mouvance évangélique et l'autre grande tradition religieuse canadienne qui fut longtemps son opposante, la catholique, avec la frange conservatrice de laquelle elle partage aujourd'hui, certes, de nombreuses positions, et avec laquelle elle fut graduellement amenée à collaborer au cours des dernières années<sup>9</sup>. Cependant, la sous-culture évangélique, à maints égards différente, doit faire l'objet d'analyses indépendantes du fait de son dynamisme et de sa prééminence dans le conservatisme social canadien<sup>10</sup>.

## LE CHAMP ÉVANGÉLIQUE CANADIEN

Alors que le catholicisme constitue toujours la plus large confession canadienne, du moins statistiquement avec 43 % de la population contre quelque 32 % pour toutes les confessions protestantes<sup>11</sup>, sa vitalité interne est proportionnellement bien moindre, avec des niveaux de pratique et d'implication religieuse deux fois moins élevés, et ce principalement au Québec, la plus grande province catholique, et dans l'important sous-groupe des 18-34 ans<sup>12</sup>. Une étude menée à la fin 2003 montra que les catholiques constituaient seulement un tiers des 19 % de Canadiens fréquentant les Églises chrétiennes sur une base hebdomadaire, le reste étant presque entièrement constitué de chrétiens évangéliques<sup>13</sup>. Quoique les Églises protestantes, dans leur ensemble, aient elles aussi décliné au Canada depuis les années 1960, ce ne fut donc pas le cas des Églises évangéliques. Comprenant entre 10 % et 12 % de la population canadienne et plus des *deux tiers* des fidèles chrétiens les plus actifs, la sous-culture évangélique représente indéniablement aujourd'hui la matrice du dynamisme chrétien au Canada<sup>14</sup>.

Si la population évangélique canadienne est évidemment moindre que celle des États-Unis, où celle-ci, dépendamment des études, oscille entre 25 % et 33 % de la population totale, elle est comparable aux proportions observables au Brésil, aux Philippines ou en Corée du Sud<sup>15</sup>. Elle est demeurée la même depuis le premier recensement de 1871, résultant d'un effort colossal de la part des Églises évangéliques pour suivre le rythme de croissance de la population canadienne depuis un siècle<sup>16</sup>. Reflétant une dynamique affectant l'ensemble de la société canadienne, le champ évangélique canadien fait l'objet depuis quelques décennies d'un processus d'américanisation<sup>17</sup>. C'est ainsi que les grandes confessions protestantes traditionnelles, généralement de tradition européenne ou canado-britannique (Anglicans, United Churches, Luthériens, Presbytériens) déclinent présentement, assiégées d'un côté par la sécularisation et de l'autre par d'importants transferts vers les Églises évangéliques plus dynamiques et d'inspiration davantage américaine : Baptistes, Mormons, Adventistes ou encore la Christian Missionary Alliance (que fréquente Stephen Harper) ou par la montée fulgurante ces dernières années du nombre d'évangéliques non-affiliés<sup>18</sup>.

Le protestantisme canadien connaît ainsi un bouleversement majeur avec le déclin de la vieille triade United-Anglicane-Presbytérienne et la vitalité réciproque d'une aile évangélique aux contours flous et aux influences américaines<sup>19</sup>. La plupart des institutions para-confessionnelles américaines telles *Focus on the Family*, les *Promise Keepers* ou la *Billy Graham Evangelistic Association* ont une branche canadienne, et les chrétiens évangéliques des deux

côtés de la frontière lisent généralement les mêmes livres et magazines publiés aux États-Unis, regardent la même télévision et la même musique pop chrétienne<sup>20</sup>. Comme l'écrit le sociologue Sam Reimer, les évangéliques des deux pays, particulièrement les plus actifs d'entre eux, se ressemblent bien davantage mutuellement qu'ils peuvent ressembler à leurs concitoyens : « A transnational evangelical subculture seems to have a greater influence on them than their national cultures »<sup>21</sup>.

### SPECIFICITÉS POLITIQUES CANADIENNES

Il est normal que ce processus d'homogénéisation soulève de nombreux questionnements concernant une irruption de la religion dans la sphère socio-politique sur le modèle américain. Présentes depuis quelques années, ces interrogations sont plus visibles depuis la venue au pouvoir de Stephen Harper en janvier 2006, certains commentateurs n'hésitant pas à tracer des parallèles parfois simplificateurs<sup>22</sup>. Paradoxalement il fut une époque où le contraste entre le Canada et les États-Unis était beaucoup moindre qu'il l'est aujourd'hui à cet égard. Les travaux de Nancy Christie et George Rawlyk ont notamment démontré que le vieux mythe loyaliste faisant du Canada un contrepoint au républicanisme américain a longtemps occulté l'importance qu'eurent durant la période précédant la guerre de 1812 les sectes revivalistes d'inspiration américaine, dont l'égalitarisme radical défia les principes conservateurs et hiérarchiques des élites anglo-britanniques d'alors<sup>23</sup>. Hors Québec, le volontarisme évangélique fut près d'établir une hégémonie protestante informelle au XIX<sup>e</sup> siècle, et l'utilisation que le nationalisme anglo-canadien naissant fit de l'imagerie biblique à la même époque (« He shall have a dominion also from sea to sea », tiré des Psaumes 72 :8) frappent par leur similarité à l'expérience américaine<sup>24</sup>.

Les critiques à l'égard de l'influence que peut avoir la religion, en actes ou en rhétorique, sur les politiques publiques aux États-Unis, et principalement sous les administrations républicaines, ne doivent pas occulter que certains des traits constitutifs de la culture politique canadienne tirent leur origine du volontarisme évangélique qui atteint son apogée dans le Canada de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>25</sup>. Ce mouvement généra la riche activité missionnaire de l'époque, qui influença la perspective canadienne sur les affaires internationales basée sur le maintien de la paix et la médiation, de même le mouvement du *Social Gospel*, duquel émergea une priorisation de la lutte aux inégalités sociales<sup>26</sup>. Il est significatif que le mouvement évangélique au cours du XX<sup>e</sup> siècle fut associé au progressisme économique bien davantage au Canada qu'aux États-Unis, comme en font foi le Crédit Social de William « Bible

Bill » Aberhart durant les années 1930, et surtout le *Cooperative Commonwealth Federation*, ancêtre du NPD dont la figure mythique Tommy Douglas, « père » de l'assurance-maladie mais aussi pasteur baptiste, est encore vénérée par la gauche canadienne.

Le Canada n'ayant pas à ce jour une institution étudiant sa population évangélique comparable au *Pew Institute* aux États-Unis, les études sur la population évangélique demeurent trop peu nombreuses. Celles-ci démontrent toutefois la persistance de ces tendances décrites précédemment. Révélatrices sont ainsi les conclusions des études comparatives auprès d'évangéliques de part et d'autre du 49<sup>e</sup> parallèle. Tant au Canada qu'aux États-Unis les chrétiens évangéliques expriment des convictions très similaires relativement aux questions morales, et principalement celles liées à la sexualité humaine, rejetant dans des proportions très majoritaires l'avortement, la sexualité pré-maritale, la pornographie, l'adultère, ou encore l'homosexualité et les droits homosexuels<sup>27</sup>. Se trouve ici exprimée la dynamique centrale des irrémédiables conflits culturels depuis que s'opéra dans les années 1960 la libéralisation des normes sexuelles, massivement rejetée par la culture évangélique transnationale<sup>28</sup>.

En revanche, les évangéliques canadiens se distinguent de leurs semblables américains dans leurs conceptions relatives aux inégalités sociales, au rôle du gouvernement dans la société et sur les questions environnementales, manifestant sur ces enjeux des positions beaucoup plus proches de celles de leurs concitoyens<sup>29</sup>. Dans le cadre d'une enquête comparative sur les évangéliques du Canada et des États-Unis menée par S. Reimer dans les années 1990, 50,9 % des répondants canadiens approuvaient le principe de hausses d'impôts afin de combattre la faim et la pauvreté, contre seulement 30,7 % du côté américain, et plus de 64,6 % des répondants canadiens approuvaient l'idée d'une législation stricte sur l'environnement, même si la chose signifiait des pertes d'emploi, contre 39 % aux États-Unis<sup>30</sup>.

Il est probable que la différente configuration religieuse des deux pays soit un facteur dans ces écarts. La communauté évangélique canadienne compte toujours proportionnellement moins de membres des Églises baptistes que celle des États-Unis<sup>31</sup>. Corollaire de cette disparité, la proportion de gens se définissant « fondamentalistes » est aussi plus faible au Canada, ceux-ci étant le plus souvent issus des églises baptistes de tendance séparatiste et dispensationaliste, lesquelles constituent aux États-Unis l'une des principales sources de support de la droite chrétienne<sup>32</sup>. De nombreuses études suggèrent que les fondamentalistes sont davantage susceptibles d'adhérer à des positions conservatrices sur des enjeux à la fois moraux et économiques<sup>33</sup>.

La culture politique canadienne pourrait aussi constituer un facteur. Celle-ci a historiquement valorisé la modération et une certaine déférence

pour l'État et ses programmes, tels l'assurance-maladie<sup>34</sup>. De plus, comparativement aux États-Unis, le Canada est dépourvu d'un mythe fondateur national lui conférant une destinée particulière voulue par l'autorité divine, et les tentatives pour imposer une religion civile à l'américaine n'ont pas survécu, autant au Canada anglais que français<sup>35</sup>. Conséquemment, les références nostalgiques à une époque mythique où le Canada aurait joui de la bienveillance divine pour son respect de la morale traditionnelle et du laisser-faire économique ne trouvent que peu d'écho<sup>36</sup>.

Cette différence entre les deux pays se répercute ainsi sur les tendances électorales. Lors des élections présidentielles de 2004 George W. Bush obtint l'appui massif, plus de 78 %, du vote évangélique blanc, soit une hausse de plus de dix points par rapport à l'élection de 2000 et de loin le plus haut niveau d'appui qu'il reçut de n'importe quel sous-groupe démographique<sup>37</sup>. Le vote catholique, qui avait aussi échappé aux Démocrates en 2004, se reporta à nouveau en majorité sur ces derniers lors des élections de mi-mandat de novembre 2006, mais le Parti Républicain réussit à conserver son emprise (70 %) sur le vote évangélique blanc<sup>38</sup>. Le vote évangélique canadien démontre aussi une préférence conservatrice, quoiqu'à un niveau plus faible en raison des différences précédemment abordées. Cependant, et malgré le manque d'études sur la question, de nombreux signes indiquent qu'il est possible qu'un important réalignement soit présentement en cours, et dont les répercussions pourraient être majeures sur la dynamique partisane canadienne<sup>39</sup>.

### VERS UNE NOUVELLE CONFIGURATION PARTISANE ?

Une analyse des tendances sur l'échelle d'une décennie permet d'appréhender cette évolution. En 1996, l'un des rares sondages mené auprès d'un groupe d'évangéliques canadiens par la firme *Angus Reid* au sujet de leurs intentions de vote au fédéral démontra que le Parti libéral arrivait en première position de celles-ci (33,7 %), ce qui était en-deça de la moyenne canadienne qui oscilla toujours autour des 40 % pour les élections fédérales de 1993 à 2000<sup>40</sup>. Les intentions de vote combinées du *Reform Party* (24,4 %) et du parti Progressiste-Conservateur (11,6 %) purent sembler faibles en comparaison, mais une fois additionnées, celles-ci indiquaient que les effets potentiels d'une union de la droite canadienne pouvaient déclasser le Parti libéral dans le vote évangélique<sup>41</sup>. L'épisode Stockwell Day, ancien pasteur pentecôtiste et chef de la défunte Alliance canadienne qui proposa en 2000 un conservatisme moral et économique modéré aux influences américaines, était déjà

annonciateur d'un possible déclin de la tradition évangélique canadienne tendant au progressisme économique.

L'élection fédérale de 2006 confirma cette dynamique. Les meilleures informations disponibles sont ici deux sondages effectués par la firme *Strategic Counsel* et une étude menée par Internet le jour du scrutin 2006 par Andrew Grenville pour la firme *Ipsos Reid*. Menée à la fin novembre 2005 et dans les jours précédant l'élection en janvier 2006, l'étude du *Strategic Counsel* constitua un échantillon de chrétiens évangéliques (462 personnes) indépendant du vote catholique. Alors que débutait l'élection, cet échantillon semblait se reporter ainsi sur le Parti Conservateur (37 %) davantage que le Parti Libéral (28 %), le premier bénéficiant ainsi depuis 2003 de l'union de la droite<sup>42</sup>. Alors que l'élection vit une montée graduelle des intentions de vote pour les conservateurs, cette tendance prit de spectaculaires proportions dans le vote évangélique, avec un bond de 18 points pour le PC, amenant ce dernier à 55 % quelques jours avant le scrutin, soit la plus grande augmentation pour tout sous-groupe démographique dans ce sondage<sup>43</sup>. Les résultats obtenus par Andrew Grenville furent aussi frappants. Ce dernier ne sépara pas ses sous-groupes religieux sur une base autoréférentielle, mais utilisa davantage comme seul outil de classification la tradition religieuse (ex. : protestante ou catholique) et l'incidence de la pratique religieuse. Ses conclusions n'en furent pas moins spectaculaires : les Protestants fréquentant l'Église sur une base hebdomadaire portèrent plus des *deux tiers* (64 %) de leur vote sur le Parti Conservateur, soit une hausse que Grenville évaluait à 25 points par rapport à l'élection de 2004<sup>44</sup>. Tout aussi substantielle fut l'effondrement du vote libéral, lequel se stabilisa dans les deux enquêtes à 20 %.

Dans la mesure où les conservateurs de Stephen Harper ne purent aller chercher davantage que 36,3 % des suffrages exprimés lors de l'élection de 2006, il est aisé de comprendre à quel point cet appui massif de la communauté évangélique fut déterminant dans les quelques gains que firent les conservateurs au Manitoba, Nouveau-Brunswick et surtout dans l'ouest et le sud de l'Ontario, leur permettant d'obtenir un gouvernement minoritaire à l'arraché. En dépit de ce qui est manifestement sa plus grande aisance à manipuler les concepts économiques que moraux du conservatisme, du fait que seuls Stockwell Day et Vic Toews figurent parmi la trentaine de députés conservateurs religieux présents au conseil des ministres, et du fait que les seules tentatives du gouvernement Harper pour satisfaire l'électorat social-conservateur furent plutôt timides - le vote perdu sur le mariage gai, la lente révision du processus de nomination des juges fédéraux et la baisse de l'âge légal du consentement sexuel - il semble que la situation n'ait pas changé depuis les élections<sup>45</sup>. Le support évangélique pour le gouvernement Harper



oscille très probablement autour des mêmes pourcentages élevés qu'en janvier 2006. Nonobstant les résultats de la prochaine élection fédérale, il sera intéressant d'observer si Stephen Harper pourra maintenir ce niveau d'appui, ce qui signifierait le cas échéant un changement majeur dans la dynamique électorale canadienne, laquelle verrait ainsi l'émergence d'un bloc électoral évangélique conservateur semblable au modèle américain dans son homogénéité et sa fusion de conservatisme moral et économique.

Les raisons d'un tel changement sont multiples. L'union de la droite canadienne, l'opposition au mariage homosexuel et l'influence du mouvement évangélique américain, déjà abordés, constituent d'indéniables facteurs. Le traitement négatif dont fit l'objet le phénomène évangélique durant la dernière décennie de la part des libéraux canadiens et leurs alliés des cercles médiatiques et intellectuels en constitue un autre. Le dénigrement dont fit l'objet en 2000 un Stockwell Day forcé de défendre autant son programme que ses convictions religieuses, notamment son créationnisme et son refus de faire campagne le dimanche, fut perçu comme une véritable agression de la part de la communauté évangélique<sup>46</sup>. Le magazine *Christianity Today*, l'un des plus importants périodiques évangéliques américains, qualifia même peu après de « velvet oppression » la situation canadienne, qu'elle voyait dominée par une idéologie libérale incapable d'appliquer à la tradition chrétienne du pays les préceptes pluralistes dont elle se réclame tant<sup>47</sup>.

En 2004 une association libérale ontarienne organisa un faux sondage, demandant aux répondants s'ils étaient « more or less likely to vote for the Conservative/Alliance if they knew it had been taken over by Evangelical Christians »<sup>48</sup>. En 2005 le très libéral *Globe and Mail* publia en page frontispice une manchette alarmante selon laquelle un groupe évangélique aidait plusieurs conservateurs sociaux à obtenir les investitures conservatrices dans de nombreuses provinces, sans mentionner toutefois que ces candidats n'avaient tous que très peu de chances de gagner l'élection subséquente, ces comtés n'étant pas favorables aux conservateurs<sup>49</sup>. Jusqu'à la dernière élection du moins, ces tactiques polarisatrices furent efficaces auprès d'un électorat canadien généralement hostile aux manifestations religieuses dans l'espace public, mais elles contribuèrent indéniablement à pousser davantage le vote religieux vers les conservateurs. Après de tels épisodes, il est compréhensible que Stephen Harper n'ait pas eu de difficulté à attirer et maintenir l'appui des évangéliques contre une gauche contemporaine qu'il associait en 2003 à « un nihilisme moral - le rejet de toute tradition ou convention morale, un post-marxisme guidé par de profonds ressentiments, et même une haine » à l'endroit des normes de la civilisation occidentale<sup>50</sup>.

## PERSPECTIVE D'AVENIR AU NORD DU 49<sup>E</sup> PARALLÈLE

L'opposition au mariage homosexuel permit la coordination de groupes jusque-là désunis et créa un consensus parmi la population évangélique, chose que d'autres enjeux tels l'avortement ou la pornographie n'ont jamais réussi à faire. La gestion que feront les groupes religieux de la défaite sur cet enjeu sera déterminante sur l'avenir de leur implication dans la sphère socio-politique<sup>51</sup>. Bien sûr, d'autres enjeux peuvent aussi devenir autant de champs de bataille majeurs pour les militants évangéliques : les subventions publiques pour les écoles chrétiennes, l'âge du consentement sexuel, les restrictions du CRTC sur le contenu à caractère religieux, les droits accordés aux autres minorités religieuses, les lois sur l'obscénité et la pornographie, etc. Mais de nombreux facteurs freinent à terme au Canada le développement d'une droite chrétienne sur le modèle américain. Hormis sa tradition libérale et sa moindre présence évangélique, les structures politiques et institutionnelles du Canada créent un contexte peu propice aux stratégies politiques importées des États-Unis. Le lobbyisme individuel auprès de législateurs élus n'est pas efficace dans un régime parlementaire basé sur la discipline de parti. De même, le plus grand nombre de nominations partisans possible dans les fonctions publiques d'État ou fédérale aux États-Unis permet aux gens non-issus des cercles traditionnels de la fonction publique d'influencer les structures gouvernementales, ce que le système canadien ne permet pas. De plus, le système américain d'affiliation partisane automatique par simple droit de vote permet à des groupes d'intérêt d'influencer plus facilement la vie interne des partis, contrairement au système britannique d'adhésion partisane volontaire. L'organisation de la politique locale, aux États-Unis un champ de bataille privilégié de la droite chrétienne, constitue ici une différence majeure : sauf exceptions, la droite canadienne n'a pas investi massivement le champ scolaire, et hormis la présence de certains partis municipaux néo-démocrates, la politique municipale canadienne est généralement moins idéologique et partisane qu'aux États-Unis<sup>52</sup>. Finalement, et malgré les efforts du gouvernement Harper, la nomination de la magistrature continue à relever largement des exécutifs provinciaux et fédéraux, rendant impossible à des groupes de pression d'influer sur ce processus comme aux États-Unis<sup>53</sup>.

Nonobstant l'avenir de son implication politique et de son adhésion potentielle au conservatisme économique, la communauté évangélique canadienne demeurera fortement impliquée dans la sphère civique et communautaire. Le rapport de Statistique Canada sur le volontariat et la philanthropie en juin 2006 démontra que le cinquième des Canadiens fréquentant les services religieux sur une base hebdomadaire contribuent pour plus de 35 %

de toutes les heures consacrées au bénévolat annuellement<sup>54</sup>. Une analyse effectuée par le professeur d'études religieuses Irving Hexham conclut que les Églises évangéliques consacrent davantage de leur budget aux œuvres charitables que les autres<sup>55</sup>. Ces efforts s'étendent souvent au-delà des frontières grâce à des organisations telles *Vision Mondiale* ou l'activité missionnaire. L'*Evangelical Fellowship of Canada* appuya récemment les mesures d'aide au Darfour et la loi fédérale C-293, faisant de la réduction de la pauvreté l'objectif central des mesures d'aide internationale canadienne.

Il semble toutefois que contrairement à la situation prévalant aux États-Unis, l'activité philanthropique des Églises canadiennes soit tempérée par la présence déjà forte de l'État-Providence, dont la montée au xx<sup>e</sup> siècle vint progressivement remplacer le rôle des institutions religieuses comme première source d'assistance publique. La chose explique le lobbyisme déployé par la droite chrétienne américaine depuis la fin des années 1990 pour la privatisation de nombreux services d'assistance publics, ce qui assurerait la prééminence des Églises dans de telles initiatives. Ce concept, formulé par Marvin Olasky sous le nom de « conservatisme compatissant » fut un élément central du programme de George W. Bush en 2000. Depuis, quelques États et le gouvernement fédéral américains transfèrent ainsi la gestion de certains programmes sociaux à des organismes religieux, avec des résultats mitigés et souvent controversés<sup>56</sup>. Si l'avenir de ces initiatives aux États-Unis est incertain, il l'est encore davantage au Canada, où le « conservatisme compatissant » ne semble avoir suscité qu'un accueil très prudent dans les cercles évangéliques et conservateurs.

La capacité du phénomène évangélique de pouvoir maintenir et peut-être étendre sa discrète présence dans la société canadienne dépendra de ses capacités multiples : capacité à pouvoir conserver son poids démographique et donc conserver son avantage dans les transferts interconfessionnels, capacité à pouvoir conserver son attrait auprès de ses jeunes, capacité d'adaptation à la nouvelle immigration non-issue des traditions judéo-chrétiennes, capacité à éviter une trop grande aliénation à la majorité non-évangélique, capacité de choisir prudemment ses combats politiques et entretenir habilement son alliance avec les conservateurs canadiens. L'influence des Églises au Canada a longtemps fluctué, et celle-ci pourrait tout autant s'accroître que décliner.

Toutefois, le concept d'une société où le christianisme et la culture sont essentiellement intégrés semble disparu pour de bon au nord du 49<sup>e</sup> parallèle<sup>57</sup>. La sécularisation de la culture et le principe de laïcité semblent, en dépit d'épisodes pouvant faire croire le contraire, d'irréversibles développements des sociétés postindustrielles contemporaines. L'existence et même la prédominance du pluralisme religieux et idéologique est désormais généralement acceptée, même par les porteurs d'une tradition chrétienne millénaire

basée sur une autorité d'essence divine. Ceux-ci devront peut-être ainsi, paradoxalement, s'habituer pour longtemps à incarner l'une des désormais nombreuses formes d'expression religieuse et d'exercice de la citoyenneté dans un contexte d'exacerbation des particularismes identitaires.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Le terme « évangélique » caractérise ici un courant protestant dont les éléments centraux constituent, avec de multiples variations, la croyance en le travail salvateur du Christ sur la Croix, la nécessité de croire en Lui pour le salut éternel, l'autorité première et finale de la Bible et le besoin, essentiel, d'une transformation individuelle.
2. Tim Johnson, « Onward Christian Voters », *Western Standard*, 17 octobre, 2005, p. 33.
3. Concentrés principalement en Colombie-Britannique et en Ontario, la plupart des groupes anti-avortement canadiens sont relativement petits et n'ont jamais pu efficacement mobiliser l'opinion publique. Le Parti conservateur refusa définitivement de proposer une réglementation de l'avortement lors de son congrès de Montréal en 2005. Voir Joyce Arthur, « Abortion in Canada », *Human Quest*, mars-avril 2001, p. 3.
4. Tim Johnson, *op. cit.*, p. 33.
5. Le mot « postmoderne » est ici employé dans le sens classique que lui a donné Richard J. Jensen, et impliquant généralement de la part des individus, par opposition à la « modernité », une plus grande recherche de liberté, la quête et la valorisation des identités et des nouvelles expériences, des standards sexuels et professionnels plus libres, notamment pour les femmes, etc. Richard J. Jensen, *Illinois : A History*, New York, Norton, 1977, 216 p.
6. Voir l'intéressant article de M. G. McGowan, « Coming Out of the Cloister : Some Reflections on Developments in the Study of Religion in Canada, 1980-1990 », *International Journal of Canadian Studies*, n° 1-2, printemps-été 1990, p. 175-202.
7. Voir la discussion classique dans Erwin C. Hargrove, « On Canadian and American Political Culture », *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 33, n° 1, février 1967, p. 107-111.
8. Parlant du programme social de Stockwell Day, un article du *Globe and Mail* d'avril 2000 conclut : « It' all very un-Canadian ». Cité dans Dennis R. Hoover, « A Religious Right Arrives in Canada », *Religion in the News*, vol. 3, n° 2, été 2000, p. 1.
9. Notamment par les emphases charismatiques et la collaboration sur les enjeux sociaux (avortement, mariage homosexuel).
10. Par ailleurs le catholicisme demeure moins axé sur la conversion, le prosélytisme, sur l'autorité finale de la Bible. Mais le rapprochement avec la tradition évangélique

est présentement indéniable, G. A. Rawlyk, *Is Jesus Your Personal Saviour?*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1996, p. 116.

11. Statistique Canada, *2001 Census : Analysis Series, Religions in Canada*, Ottawa, Minister of Industry, 2003, p. 18. Les recensements canadiens sont effectués aux cinq ans, mais deux ans supplémentaires sont nécessaires pour publier les données sur la religion. Celles du recensement 2006 devront ainsi attendre 2008.

12. Reginald Bibby, *Restless Churches : How Canada's Churches Can Contribute to the Emerging Religious Renaissance*, Toronto, Novalis-Saint Paul University, 2004, p. 20.

13. Aileen Van Ginkel, « Evangelical Beliefs & Practises : A Summary of the 2003 Ipsos Reid Survey Results », *Church and Faith Trends*, étude publiée par l'*Evangelical Fellowship of Canada*, décembre 2003, p. 5. Le catholicisme est donc proportionnellement beaucoup plus marqué par la pratique dite nominale, où la fréquentation des lieux de culte est limitée aux occasions spéciales (baptêmes, mariages et enterrements).

14. Aileen Van Ginkel, *op. cit.*, p. 3; Mark A. Noll, « Religion in the United States and Canada », *Crux*, vol. 4, n° 34, décembre 1998, p. 13-25. Reginald Bibby, dans *Restless Churches (...)*, *op. cit.*, p. 39-41., mentionne le chiffre de 8 %, mais ce chiffre n'inclut que les membres à part entière des confessions protestantes conservatrices, et exclut les minorités évangéliques des dénominations protestantes traditionnelles (mainline) telles l'Anglicanisme, les United Churches, le Presbytérianisme et le Luthérianisme, et les évangéliques indépendants, dont le nombre est en rapide croissance. En additionnant ces fidèles aux membres des confessions évangéliques, on obtient une proportion dépassant le 10 %.

15. Aileen Van Ginkel, *op. cit.*, p. 3. Les pays incluant de fortes proportions hormis les États-Unis incluent le Guatemala, le Nicaragua et le Salvador, où la population évangélique dépasse les 25 %, ou encore le Nigéria où la proportion est seulement entre 15 % et 20 %.

16. Reginald W. Bibby, *Restless Gods : The Renaissance of Religion in Canada*, Toronto, Stoddart, 2002, p. 72-73. Contrairement à une croyance répandue, les naissances et les d'activités de prosélytisme combinées constituent, une fois combinées, pas plus du tiers de la croissance du nombre d'évangéliques canadiens depuis 40 ans : celle-ci résulte principalement des transferts démographiques allant des confessions traditionnelles vers les Églises évangéliques

17. Sur le processus d'américanisation, voir Mark A. Noll, « Canadian Evangelicalism : A View From The United States », dans George A. Rawlyk (dir.), *Aspects of Canadian Evangelical Experience*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1997, p. 3-20.

18. Anciennement basée sur les rivalités interconfessionnelles, la nouvelle polarisation religieuse s'articule désormais sur un axe libéraux-conservateurs. Cette « restructuration » de la religion contemporaine implique ainsi un déclin des affiliations confessionnelles, celles-ci devenant moins fondamentales aux identités religieuses.

Voir principalement Robert Wuthnow, *The Restructuring of American Religion : Society and Faith Since World War II*, Princeton, Princeton University Press, 1988, p. 71-99.

19. Reginald W. Bibby et Merlin B. Brinkerhoff, « Circulation of the Saints 1966-1990 : New Data, New Reflections », *Journal for the Scientific Study of Religion*, vol. 33, n° 3, septembre 1994, p. 279. Les prédictions de Bibby et Brinkerhoff ont cependant été revues à la baisse depuis. Un rapport alarmiste publié en 2005 concluait qu'avec une perte sèche de 13 000 personnes par année, l'Église anglicane canadienne risque de disparaître d'ici la moitié du présent siècle. Ces pronostics, bien que compréhensibles, sont exagérés : comme le montrait l'étude d'Ipsos Reid en 2003, les Églises protestantes comptent toutes une minorité évangélique très impliquée, qui elle ne disparaîtra sans doute pas. Roger O'Toole, « Religion in Canada : Its Development and Contemporary Situation », *Social Compass*, vol. 43, n° 1, mars 1996, p. 126-128.

20. La fondation et le rôle de plus en plus central joué à partir des années 1970 par l'*Evangelical Fellowship of Canada* (EFC), fondé au début des années 1960 sur le modèle de la *National Association of Evangelicals*, illustre ce déclin du confessionnalisme, l'influence grandissante de la mouvance évangélique et l'émergence des influences américaines. John G. Stackhouse Jr., « The Emergence of a Fellowship : Canadian Evangelicalism in the Twentieth Century », *Church History*, vol. 60, n° 2, juin 1991, p. 258-262.

21. Sam Reimer, *Evangelicals and the Continental Divide : The Conservative Protestant Subculture in Canada and in the United States*, Montreal & Kingston, 2002, p. 6.

22. Par exemple Gil Courtemanche, « Le Texas canadien », *Le Devoir*, samedi 17 et dimanche 18 juin 2006, p. A7.

23. Nancy Christie, « In These Times of Democratic Rage and Delusion : Popular Religion and the Challenge to the Established Order, 1760-1815 », dans George Rawlyk (dir.), *The Canadian Protestant Experience*, Burlington, Welch, 1990, p. 38-47, et pour un panorama général, voir George A. Rawlyk, *The Canada Fire : Radical Evangelicalism in British North America, 1775-1812*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1994, 244 p.

24. Mark A. Noll, *The Old Religion in a New World : The History of North American Christianity*, Grand Rapids, William B. Eerdmans Publishing Co., 2002, p. 233., et sur la culture protestante canadienne du XIX<sup>e</sup> siècle, voir l'excellente étude de John Webster Grant, *A Profusion of Spires : Religion in Nineteenth-Century Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, 291 p.

25. Phyllis D. Airhart, « As Canadian as Possible Under the Circumstances : Reflections on the Study of Protestantism in North America », dans Harry S. Stout et D. G. Hart (dir.), *New Directions in American Religious History*, New York & Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 124.

26. Voir Richard Allen, *The Social Passion : Religion and Social Reform in Canada, 1914-1928*, Toronto, University of Toronto Press, 1971, 385 p. ; sur la politique internationale, voir le très intéressant recueil dirigé par Bonnie Greene (dir.), *Canadian Churches and Foreign Policy*, Toronto, James Lorimer & Co., 1990, 234 p.
27. Angus Reid Group, *God and Society in North America : A Survey of Religion, Politics and Social Involvement in Canada and the United States*, Toronto, Angus Reid Group, 1997. Par exemple, *Real Women of Canada*, fondé en 1983, est relativement similaire dans ses positions sociales et politiques à son modèle américain, le *Eagle Forum* de Phyllis Schlafly.
28. James Davison Hunter, *Culture Wars : The Struggle to Define America*, New York, Basic Books, 1991, p. 120-128.
29. Angus Reid Group, *op. cit.*
30. Sam Reimer, *op. cit.*, p. 128. Si les proportions de répondants au Canada et aux États-Unis se qualifiant de « moderately conservative » étaient les mêmes (51,2 % et 53,5 % respectivement), l'écart était significatif concernant les « strongly conservative » : seulement 2,9 % au Canada contre 28,3 % aux États-Unis.
31. La proportion de membres des Églises baptistes par rapport à la population totale est beaucoup plus basse au Canada selon les dernières données de recensement disponibles (autour de 3 %) qu'aux États-Unis (16,3 %). Calcul basé sur Aileen Van Ginkel, *op. cit.*, p. 5 ; Statistique Canada, *op. cit.*, p. 18 ; Berry A. Kosmin, Egon Mayer et Ariela Keysar, *American Religious Identification Survey*, New York, The Graduate Center of the City University of New York, 2001, p. 13. De même, l'incidence de la pratique religieuse ou la spécificité américaine concernant la présence d'une droite chrétienne fermement établie dans la sphère politique, ne semblent pas constituer des facteurs d'importance, le niveau d'implication religieuse semblant le même chez les évangéliques des deux pays, de même que le degré d'identification de ceux-ci avec la droite chrétienne, 58,4 % au Canada et 58,9 % aux États-Unis selon Angus Reid Group, *op. cit.*
32. George Marsden, *Understanding Fundamentalism and Evangelicalism*, Grand Rapids, William B. Eerdmans Publishing Co., 1991, p. 4 et p. 109-121 ; John C. Green, Mark J. Rozell et Clyde Wilcox, *The Christian Right in American Politics : Marching to the Millennium*, Washington, Georgetown University Press, 2003, p. 1-20 et p. 41-59.
33. Voir Clyde Wilcox, « Religious Orientations and Political Attitudes : Variations Withing the New Christian Right », *American Politics Quarterly*, vol. 15, n° 2, p. 274-296.
34. Dennis R. Hoover, Michael D. Martinez, Samuel H. Reimer, Kenneth D. Wald, « Evangelicalism Meets the Continental Divide : Moral and Economic Conservatism in the United States and Canada », *Political Research Quarterly*, vol. 55, n° 2, juin 2002, p. 353.

35. Andrew E. Kim, « The Absence of a Pan-Canadian Civil Religion », *Sociology of Religion*, vol. 54, n° 3, p. 257-275.
36. Dennis R. Hoover, Michael D. Martinez, Samuel H. Reimer, Kenneth D. Wald, *loc. cit.*, p. 353.
37. Scott Keeter, « Evangelicals and the GOP : An Update. Strongly Republican Group Not Immune to Party's Trouble », *Pew Research Center Publications*, octobre 2006.
38. Alan Cooperman, « Democrats win bigger share of religious vote », *Washington Post*, 11 novembre 2006, p. A1.
39. Il s'agit jusqu'à nouvel ordre d'un réaligement *partisan*, et non *électoral*, dans la mesure où la dynamique électorale et le rapport de force entre les principaux partis ne semblent pas durablement altérés au moment d'écrire ces lignes. Voir Pierre Martin, *Dynamiques partisans et réaligements électoraux au Canada (1867-2004)*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 53-61. Notons que le Canada n'a malheureusement pas d'études sur le comportement électorale de sa population évangélique comparable au *Pew Institute* aux États-Unis.
40. Angus Reid Group, cité dans Sam Reimer, *op. cit.*, 130.
41. *Ibid.*, p. 130.
42. The Strategic Counsel, « Conservative Voters », sondage réalisé les 24-27 novembre 2005 et les 18-22 janvier 2006 pour le *Globe and Mail* et *CTV*, obtenu et reproduit ici avec l'amabilité de Donna Nixon et du Strategic Counsel.
43. *Ibid.* Notons que le *Christian Heritage Party*, fondé en 1988 pour monopoliser le vote religieux conservateur, ne fit guère mieux qu'un insignifiant 0,19 % aux urnes, démontrant que les chrétiens traditionnalistes ne votent pas exclusivement sur les enjeux religieux, et que le vote des catholiques fréquentant l'Église sur une base hebdomadaire sembla pour la première fois depuis longtemps échapper de justesse aux libéraux (40 % contre 42 % pour les conservateurs).
44. Andrew Grenville, « Church, Conscience, Corruption and Conservatives », *Christianity.ca : Canada's Christian Community Online*.
45. Stephen Harper avertissait déjà les conservateurs sociaux en 2003 que ceux-ci allaient devoir s'armer de patience et savoir se satisfaire de victoires graduelles, ce que leur système moral basé sur des absolus rendait difficile à accepter. Stephen Harper, « Rediscovering the Right Agenda », *Citizen Centre Report Magazine*, 3 juin 2003.
46. Cette campagne atteint un sommet d'absurdité lorsque la ministre libérale du multiculturalisme, Hedy Fry, affirma le 18 novembre 2000 que les croyances chrétiennes de Stockwell Day représentaient « une insulte pour tout musulman, bouddhiste, sikh ou toute autre personne croyant en une autre religion ».
47. Denis O'Leary, « A Velvet Oppression », *Christianity Today*, vol. 45, n° 5, 2 avril 2001, p. 75.



48. Bob Harvey, « Liberal Poll Angers Evangelicals », *Christianity.ca : Canada's Christian Community Online*.
49. Gloria Galloway, « Christian Activists Capturing Tory Races », *Globe and Mail*, 27 mai 2005, p. A1 et p. A17.
50. Traduction libre. Stephen Harper, *op. cit.*
51. Tim Johnson, *op. cit.*, p. 35.
52. Jonathan Malloy, « The Impact of Institutions on the Politics of Canadian Evangelical Christians », *Canadian Political Science Association Online*, p. 10-13.
53. *Ibid.*, p. 12-13.
54. Michael Hall, David Lasby, Glenn Gumulka et Catherine Tryon, *Caring Canadians, Involved Canadians : Highlights From the 2004 Canada Survey of Giving, Volunteering and Participating*, Ottawa, Ministre de l'Industrie, 2006, p. 21.
55. Irving Hexham, « Canadian Evangelicals », dans Ted Hewitt (dir.), *The Sociology of Religion : A Canadian Focus*, Toronto, Butterworth, 1993, p. 289-302.
56. L'une des premières mesures adoptées le 21 janvier 2001 par le président Bush après son élection fut justement la création de l'*Office of Faith-Based Initiatives*, laquelle fournit annuellement un peu plus de 2 milliards de dollars à des organismes religieux actifs dans le domaine social, caritatif, éducatif ou philanthropique. De nombreux critiques ont soulevé que la chose contredisait le principe de séparation des Églises et de l'État, ainsi que la réelle efficacité de ces programmes. Sur les principes du « conservatisme compatissant », voir Marvin Olasky, *Compassionate Conservatism : What It Is, What It Does, and How It Can Transform America*, New York & London, The Free Press, 226 pages.
57. Terence Murphy, « Epilogue », dans Terence Murphy et Roberto Perin (dir.), *A Concise History of Christianity in Canada*, New York and Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 369.